

EDITORIAL

L'Institut des Sciences Economiques de l'Université de Louvain, créé en octobre 1928 en vue de poursuivre à la fois un programme didactique et des travaux de science économique appliquée, présente aujourd'hui le premier numéro de la revue trimestrielle dont il a préparé la publication dès sa fondation ; cette revue porte le nom de « Bulletin de l'Institut des Sciences Economiques ».

Grâce à une documentation statistique devenue abondante, l'étude suivie de la plupart des phénomènes de la vie économique moderne et de leur évolution a fait de grands progrès depuis dix années. La Belgique, après la guerre, a traversé une période de difficultés monétaires et financières pendant laquelle le jeu d'influences extraordinaires a dérouté le processus normal de la vie économique ; aussi n'a-t-il pas été possible de poursuivre ces études dans notre pays sur le même plan qu'à l'étranger. A présent, les conséquences de la stabilité monétaire commencent à se faire sentir et nous ramènent graduellement dans une voie normale ; aussi l'heure paraît-elle venue pour les économistes belges d'appliquer à l'étude de leur pays les méthodes déjà en honneur dans de nombreux instituts étrangers et de rechercher s'il est possible de dégager de tels travaux des enseignements pratiques pour la conduite des affaires. Les milieux qui s'intéressent aux choses économiques s'étendent chaque jour et les événements que la Belgique vient de vivre n'ont pas peu contribué à accroître cet intérêt que tout le monde leur témoigne. Beaucoup d'hommes d'affaires sont, par leurs occupations, empêchés de pousser à fond par eux-mêmes l'étude des questions économiques. Or, il est indispensable qu'ils soient convenablement éclairés sur la situation économique du pays ; il faut éviter le risque qu'ils se trouvent égarés par des commentaires hâtifs, insuffisants et même souvent erronés sur des questions mûrement étudiées dans les pays étrangers.

C'est un des objectifs principaux que l'Institut des Sciences Economiques a en vue en publiant le présent bulletin. On utilisera les dernières méthodes mises en valeur par les recherches poursuivies à travers le monde entier ; ces méthodes elles-mêmes, après les avoir scrutées, puis éprouvées et critiquées, on les appliquera plus spécialement à l'analyse de la vie économique de la Belgique : ainsi les travaux scientifiques tireront bénéfice du contact constant avec les faits. Les commentaires de la situation actuelle, d'un intérêt plus direct pour la plupart des lecteurs, trouveront des assises solides dans une connaissance exacte du passé.

Le but du Bulletin est, disions-nous, spécialement d'analyser la vie économique ; nous entendons par là tant l'analyse statistique que l'analyse économique. Mais nous opposons le mot à celui de documentation ; il n'entre en effet pas dans le rôle d'un institut universitaire d'élaborer le renseignement statistique, en d'autres termes, d'établir les matériaux statistiques. Par contre il lui appartient de recueillir les indications qui lui sont fournies par d'autres sources, de vérifier éventuellement leur valeur scientifique, puis d'en extraire les chiffres qui lui paraissent significatifs. En agissant autrement nous risquerions de faire, dans ce domaine, double emploi avec d'autres publications, telles que la « Revue du Travail » ou le « Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale ».

Parmi les nombreux problèmes économiques dont l'étude statistique sollicite aujourd'hui l'attention, l'Institut s'est, dès sa fondation, attaché à en étudier un plus particulièrement, sans d'ailleurs exclure les autres ; c'est celui des cycles économiques ou de la conjoncture économique, terme nouveau destiné à embrasser toutes les phases et toutes les manifestations de ces cycles. En effet, l'une des missions que lui confèrent ses statuts se lit ainsi : « recueillir les éléments nécessaires à l'établissement d'indices de la conjoncture économique en Belgique et les analyser périodiquement ».

Ce domaine de l'économie politique mérite à l'heure actuelle une attention toute spéciale. Le « Comité de Harvard pour la recherche économique » a en effet, depuis 1919, appliqué à son analyse des méthodes nouvelles d'une haute portée et a dégagé de l'examen serré de l'évolution économique de nouveaux enseignements ; il en résulte que l'étude des cycles économiques doit être reprise partout. Tous les pays qui veulent rester à l'avant-garde du progrès doivent se rendre compte de la manière dont leur organisme économique fonctionne, de la façon dont il traverse les périodes d'essor, de crise et de dépression. L'étude des crises s'était cantonnée autrefois principalement dans le domaine de la théorie ; aujourd'hui elle est reprise sur le terrain des faits. Déjà de nombreux pays possèdent leurs revues traitant de la conjoncture : aux États-Unis, la « Review of Economic Statistics », publiée actuellement par la « Harvard Economic Society » qui succéda en 1927 au Comité de recherches économiques ; en Grande-Bretagne, le bulletin mensuel du « London and Cambridge Economic Service » ; en Allemagne, les « Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung », publiées par l'« Institut für Konjunkturforschung » ; en France, les « Indices du mouvement général des affaires en France et en divers pays », publiés par l'Institut de statistique de l'Université de Paris ; en Italie, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, en Russie, etc., des publications analogues.

La tâche que notre Institut s'est assignée en décidant d'étudier la conjoncture belge est double : d'abord, faire une étude rétrospective des cycles économiques en Belgique, selon des méthodes s'inspirant de celles de Harvard, sur une période suffisamment longue pour pouvoir déterminer les particularités de leur évolution ; ensuite en se basant sur cet examen détaillé du passé, essayer d'analyser les mouvements économiques en cours, tels qu'ils se manifestent dans les plus récentes statistiques et de tâcher d'en dégager des conclusions valables pour un proche avenir.

Ces derniers mots renferment implicitement l'éventualité de faire, dans une mesure limitée tout au moins, des « prévisions économiques ». A ce propos, des explications sont nécessaires pour dissiper à la fois les craintes des uns et les espoirs exagérés des autres. On a en effet contesté la possibilité de prévisions économiques, sous prétexte que les phénomènes sociaux n'obéissent pas à des lois inflexibles comme les phénomènes physiques et qu'au surplus, ils sont le résultat de nombreuses influen-

ces dont les parts respectives sont difficiles, sinon impossibles à dégager. Nous sommes les premiers à admettre cette impossibilité si l'on entend par là qu'aucune relation causale absolue et certaine ne peut être déterminée comme dans une expérience de laboratoire. Il en est autrement s'il s'agit simplement d'établir des probabilités pour l'avenir immédiat, de dire comment les choses se passeront dans le cas où l'expérience de passé ne se démente pas, c'est-à-dire toutes choses restant égales ; aucune prévision économique ne peut valoir si l'évolution est troublée par des cataclysmes tels que des guerres ; aucune prévision n'est absolue là où la liberté humaine joue un rôle ; aucune prévision n'est infaillible dans un domaine incomplètement exploré. Cela n'empêche que les réactions humaines, surtout lorsqu'elles sont collectives, se ressemblent souvent et que tous les jours nous prévoyions les réactions probables de telle personne ou de telle collectivité.

Prévoir est en effet nécessaire pour tout homme qui doit régler sa conduite, en n'importe quelle matière. W. T. Forster écrit à ce sujet : « Ce qui est vrai de la conduite humaine en général est vrai de la conduite des affaires. Quand un homme entre dans les affaires, il entre dans une profession de prévision ; il peut prévoir bien ou mal, mais il doit prévoir » (1). Dans ces conditions, il ne reste plus qu'une solution : chercher les moyens de prévoir le mieux possible, sans se dissimuler que les événements peuvent démentir dans des cas exceptionnels les prévisions les mieux étudiées. « Se refuser à faire une prévision parce que cette prévision peut être erronée, c'est dénier la valeur de l'expérience et le caractère systématique des affaires humaines, déclare le Comité de Harvard (2). Une prévision imparfaite sera toujours préférable au silence. Tout ce que l'on pourra dire, c'est que la présomption que la tendance du passé continue à se faire sentir dans le futur est forte dans certains cas et faible dans d'autres. »

Dans ces conditions, la Société Économique de Harvard résume comme suit l'utilité de prévisions économiques faites par des services spéciaux, particulièrement outillés pour l'analyse économique : « La première difficulté réside dans le fait que l'homme d'affaires se trouve aujourd'hui devant une telle masse d'informations, officielles et privées, qu'il n'a ni le temps ni le désir d'en lire grand'chose ; s'assimiler le tout constituerait une tâche qui lui laisserait peu de temps pour gérer ses affaires... Une autre difficulté réside dans le fait que des renseignements isolés, tels qu'ils arrivent chaque jour, doivent être interprétés avec soin pour ne pas être mal compris. Ainsi une diminution des wagons chargés peut n'être qu'un phénomène saisonnier et sans signification pour l'interprétation de la situation générale des affaires ; une hausse du taux de l'argent peut être le résultat normal d'une saine augmentation de la demande saisonnière et peut signifier simplement que les affaires de printemps ou d'automne se traitent en quantités convenables. »... « Enfin la tâche d'analyser ces influences diverses et tout à fait étrangère aux préoccupations ordinaires de l'homme d'affaires... De plus, le désir de résultats immédiats au meilleur marché, essentiel dans l'industrie, est de nature à obliger le statisticien individuel à baser ses conclusions sur des données insuffisantes. Pareille analyse est souvent pire que le néant. » (3)

Ces quelques explications permettent de préciser la nature des prévisions économiques : elles consistent en somme dans une interprétation de la situation présente, à la lumière de connaissances, aussi approfondies que possible, du passé. Savoir apprécier avec suffisamment de certitude l'état actuel des choses et déterminer à quel moment du cycle nous sommes, c'est pouvoir dire les possibilités pour un proche

(1) « The problem of business forecasting ». Pollak foundation for economic research, p.VII.

(2) Cité par GINESTET : *Les indices du mouvement général des affaires*, p. 110.

(3) Harvard Economic Service : « The value of economic analysis to business », p. 4.

avenir. Il faut insister d'ailleurs sur le court espace de temps qu'elles peuvent embrasser ; elles ne doivent pas dépasser quelques mois, si elles veulent garder suffisamment de précision.

Les pronostics ne sont donc qu'une connaissance de l'évolution des phénomènes économiques ; ils ne tendent pas à déterminer le moment précis auquel se produira un événement, ni le niveau exact auquel atteindra un indice ; ils se contentent d'indiquer les tendances qui se feront jour dans un proche avenir, plus ou moins déterminé. Les théories élaborées autrefois par W. Stanley Jevons, et plus récemment par H. L. Moore, J. Kitchin et d'autres sur la périodicité des cycles économiques, avaient fait naître dans certains esprits l'espoir de prévisions basées sur une alternance régulière des phases cycliques. Dans les travaux du Comité de Harvard et de tous les instituts de la conjoncture fondés à la suite de celui-ci, il n'est pas question de cette périodicité, pas plus que dans les prévisions météorologiques on ne se base sur les théories relatives aux tâches solaires et aux périodes de sécheresse. Le Comité de Harvard s'est d'ailleurs montré plus que réservé au sujet de la périodicité des cycles économiques : en avril 1927, MM. Bullock, Persons et Crum écrivent en effet, dans la « *Review of Economic Statistics* » (p. 76) : « Une chose au sujet de laquelle il y eut une étrange et fausse compréhension de nos opinions est celle de la périodicité des cycles économiques. Dans notre première publication, il fut dit que les renseignements existants ne concordaient pas avec l'hypothèse que les crises sont périodiques et que les auteurs traitant des cycles n'avaient découvert ni des lois générales ni des lois spéciales dont nous étions en droit de postuler que les cycles économiques reviennent régulièrement, systématiquement ou périodiquement. D'autre part, aussi loin que nos renseignements s'étendent, c'est-à-dire jusqu'à l'année 1875, nous avons trouvé que les cycles des affaires étaient de longueur différente, et nous n'avons jamais affirmé leur périodicité... Les chiffres permettent tout au plus de dire qu'il peut y avoir une période moyenne d'environ 40 mois... En fait notre conclusion fut qu'aucune périodicité uniforme ne se révéla et qu'on ne peut obtenir la constatation d'un mouvement cyclique se conformant, même modérément, à la moyenne montrée par la périodogramme, qu'en excluant les fluctuations extrêmes ».

* * *

L'étude approfondie de la situation économique au jour le jour est longue et laborieuse ; elle réclame beaucoup de temps et de recherches. C'est pourquoi l'homme d'affaires ne peut pas toujours apprécier lui-même les statistiques économiques et a besoin d'une aide. Mais la science de la conjoncture n'a rien de mystérieux : le Comité de Harvard a exposé dans tous les détails ses méthodes de travail, démontrant que ses procédés d'analyse statistique et d'interprétation économique n'étaient pas arbitraires, qu'ils étaient commandés par la logique des faits. Comme le lecteur de langue française est peu familiarisé avec ce genre d'étude, nous reprendrons pas à pas l'explication de ces méthodes ; nous exposerons ensuite nos études retrospectives c'est-à-dire nos constatations relatives à l'économie belge de 1897 à 1913 et de 1919 à 1928. Désireux de ne pas donner sur la situation actuelle des explications dont la portée pourrait être mal comprise par un certain nombre de lecteurs, nous différerons même la publication de notre chronique trimestrielle de la conjoncture jusqu'au moment où nous aurons pu expliquer l'essentiel de nos méthodes de travail.

Outre la chronique trimestrielle de la conjoncture belge, à laquelle s'ajouteront bientôt des aperçus sur la situation d'autres pays, le Bulletin contiendra réguliè-

rement des articles ayant trait à l'étude historique de la conjoncture, dont de multiples domaines restent à explorer. D'autres problèmes plus généraux d'économie politique seront d'ailleurs traités, concernant principalement les points que nos recherches nous amèneront à mettre en relief. Nous nous proposons notamment de réunir une fois par an, en février, une série d'articles traitant des divers aspects de l'évolution économique de la Belgique pendant l'année écoulée : transformations de la structure économique, concentration, rationalisation, finances publiques, politique des transports, problèmes spéciaux à certaines industries, répercussions sociales des phénomènes économiques, etc...

Le Bulletin de l'Institut des Sciences Économiques paraîtra autant que possible en février, mai, août et novembre. Il faut, en effet, environ un mois pour que la plupart des statistiques mensuelles soient disponibles. De cette manière, la chronique de la conjoncture pourra toujours analyser les quatre trimestres de l'année qui correspondent presque exactement aux saisons.

Tel qu'il est conçu, le Bulletin s'adresse donc à la fois aux hommes d'affaires et aux économistes : aux premiers parce qu'ils trouveront dans chaque numéro les éléments utiles à la compréhension de la situation générale des affaires en Belgique ; aux seconds, parce que le Bulletin s'attachera à publier régulièrement des travaux scientifiques sur divers problèmes d'économie politique appliquée.

P. VAN ZEELAND.

